



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 3

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2018
en faveur de la République du Niger

Document relatif à l'action pour l'appui à l'émergence du secteur privé, à l'efficacité et à la qualité du partenariat Niger - Union européenne

| <u>INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS</u> | | |
|--|---|--|
| <u>PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS</u> | | |
| Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 110(2) du règlement financier, applicable au Fonds européen de développement (FED) en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323 aux sections suivantes en ce qui concerne les subventions octroyées directement sans appel à propositions: 5.4.1 | | |
| 1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS | Appui à l'émergence du secteur privé, à l'efficacité et à la qualité du partenariat Niger - Union européenne Numéro CRIS: NG/FED/041-040 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED) | |
| 2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation | Niger | |
| 3. Document de programmation | Programme indicatif national (PIN) pour le Niger 2014-2020 | |
| 4. Secteur de concentration/domaine thématique | Appui à l'ordonnateur national (ON) Mesures d'appui et d'accompagnement de la programmation, préparation ou mise en œuvre d'actions de coopération | Aide publique au développement : OUI ¹ |
| 5. Montants concernés | Coût total estimé: 3 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 3 000 000 EUR | |
| 6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre | Modalité de projet Gestion indirecte - passation de marchés de services et de subventions de fonctionnement | |

¹ L'aide publique au développement « doit avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ».

| | | | | |
|--|--|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
| 7. a) Code(s) CAD | 15110 – Politiques publiques et gestion administrative | | | |
| b) Principal canal de distribution | n/a | | | |
| 8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD) | Objectif stratégique général | Non ciblé | Objectif important | Objectif principal |
| | | | | |
| | Développement de la participation/bonne gouvernance | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | X |
| | Aide à l'environnement | <input type="checkbox"/> | X | <input type="checkbox"/> |
| | Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement) | <input type="checkbox"/> | X | <input type="checkbox"/> |
| | Développement du commerce | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | X |
| | Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant | X | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Marqueurs de Rio | Non ciblé | Objectif important | Objectif principal |
| | Diversité biologique | X | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Lutte contre la désertification | X | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Atténuation du changement climatique | X | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Adaptation au changement climatique | X | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent» | n/a | | | |
| 10. Objectifs de développement durable (ODD) | <p>ODD principaux: ODD 17 – partenariat pour la réalisation des objectifs et ODD 1 – pas de pauvreté</p> <p>ODD secondaires: ODD 5 –égalité entre les sexes, ODD 8 – travail décent et croissance économique, ODD 16 – paix justice et institutions efficaces</p> | | | |

RESUME

L'appui à l'ordonnateur national du FED (ON) s'inscrit pleinement dans le schéma de la coopération prévu par l'accord de Cotonou. Le programme contribuera à la consolidation du partenariat Niger - UE pour une coopération efficace.

L'objectif global est d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de l'aide communautaire, de façon à accroître son impact sur le développement économique (y compris les investissements du secteur privé) et la réduction de la pauvreté au Niger.

Les objectifs spécifiques visés sont:

- le renforcement des capacités de gestion administrative, financière et technique de la cellule d'appui à l'ON du ministère des finances et des ministères techniques, en vue de contribuer à une mise en œuvre efficace de l'aide communautaire;
- l'amélioration de la qualité des projets (conception et mise en œuvre) à travers des études et missions d'assistance technique, y compris pour des études et des activités promouvant le secteur privé et les investissements;
- le soutien pour l'émergence du secteur privé pour permettre une augmentation des investissements et la croissance économique dans le pays.

Ce projet est prévu dans le programme indicatif national (PIN) 11^e FED dans le volet «appui à l'ordonnateur national et facilité de coopération technique». Une enveloppe de 10 000 000 EUR a été réservée pour ce domaine. Une première décision de financement de 2 000 000 EUR a été approuvée en 2014 dans le cadre du mécanisme de transition du FED (*Bridging Facility*). Une seconde décision de 5 000 000 EUR est en cours d'exécution. L'action en objet fera l'objet d'une troisième décision et contient une composante pour l'appui à l'ON et une autre portant sur la facilité de coopération technique pour un montant total de 3 000 000 EUR.

Les principaux résultats attendus concernent le renforcement des capacités de l'ON en matière de programmation, conception, mise en œuvre et suivi-évaluation; l'appui à la mise en œuvre du PIN 11^e FED; le suivi rigoureux et périodique des conditionnalités et des engagements de l'État liés à la mise en œuvre des programmes et la contribution de l'ON au dialogue politique dans ses implications opérationnelles.

Pour atteindre ces résultats, sont envisagées l'octroi d'une subvention de fonctionnement aux services de l'ON, des études, des missions d'assurances techniques internationale et nationale ponctuelles, des formations, des ateliers pour le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le cadre de la coopération des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)-UE.

Le maître d'ouvrage du programme est le ministère des finances. Le maître d'œuvre est la cellule d'appui à l'ON.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel/national/régional/domaine thématique

Le contexte général du Niger prévalant depuis la signature du PIN en 2014 reste marqué par des défis sécuritaires dans les régions du Nord, à Diffa et Tillabéry. Les attaques de Boko Haram sur le territoire national (région de Diffa) et des djihadistes du nord du Mali se sont réduites depuis mi 2017 en raison de la coordination des pays du Lac Tchad et du Groupe des cinq pays du Sahel (G5 Sahel). Ces menaces et actions terroristes ont conduit à des déplacements de population, à la saturation de la chaîne pénale, à des perturbations dans les échanges commerciaux et les flux financiers, à un accroissement imprévu des dépenses de l'État (notamment le paiement des salaires et frais de fonctionnement pour les forces de défense et de sécurité) et à des pertes de recettes, qui pèsent lourdement sur la crédibilité du budget. Les crises sécuritaires et humanitaires au nord-Mali et au nord-ouest du Nigéria ont, en outre, alimenté d'importants flux de réfugiés sur le territoire national (environ 200 000 réfugiés et déplacés sur le sol nigérien).

La combinaison des facteurs d'insécurité, de pauvreté économique et de crise sociale qui fragilise le Niger est renforcée par son statut de pays d'asile et de transit, et d'axe incontournable pour les migrants dans leur projet de se rendre dans les pays du Maghreb, voire l'Europe. La migration irrégulière, via le Niger, vers la Libye et l'Europe n'a cessé de s'amplifier depuis ces dernières années avec son cortège de drames humains et ses conséquences socio-sécuritaires. Le nombre des immigrants irréguliers a néanmoins baissé à partir de 2017, conséquence notamment des mesures énergiques prises par les autorités nigériennes. Par ailleurs, les faibles moyens de l'État pour asseoir son autorité sur un territoire immense rend le contrôle des frontières difficiles, ce qui favorise la circulation transfrontalière des combattants, des groupes armés et des mouvements terroristes et constitue une source d'insécurité et une menace constante à la stabilité du Niger et des pays du Sahel en général. Dans ce contexte, l'État nigérien est particulièrement engagé pour faire face aux nouvelles menaces qui se présentent à lui.

S'agissant du contexte économique, pour l'année 2018 le PIB du Niger devrait s'accroître de 5,2 %. Les principales composantes du PIB en 2017 sont les secteurs primaire et tertiaire qui représentaient respectivement 43,4 % et 35,7 % du PIB.

- le secteur primaire du Niger, quasi-totalement informel, est fortement ancré sur l'agriculture qui offre l'essentiel des opportunités d'emploi. Les marges d'amélioration de la productivité de cette agriculture demeurent très importantes du fait des techniques agricoles utilisées, mais aussi des faibles intrants et de la faible qualité. Aussi, la transformation agroalimentaire représente un sous-secteur avec un important potentiel. Il reste néanmoins très informel et insuffisamment développé, très dépendant de matières premières, du coût énergétique, et d'intrants importés ainsi que d'un pouvoir d'achat en moyenne très faible.
- autre filière prometteuse, l'artisanat, largement informel aussi, emploie une part importante de la main-d'œuvre et constitue une source de revenus non négligeable. Pouvant accueillir des jeunes en marge du système scolaire, l'artisanat pourrait être un facteur essentiel de stabilité sociale et d'intégration socioprofessionnelle. Par exemple, la filière du cuir alimentée par un savoir-faire traditionnel et un grand potentiel en ressources animales, constitue l'un des maillons les plus dynamiques et productifs de ce secteur.
- de leur côté les industries extractives ne sont pas en mesure de créer suffisamment d'emplois pour absorber l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail au Niger.

Par ailleurs, même si le Niger a fait de remarquables progrès dans le classement *Doing Business de la Banque mondiale* en sautant 32 places entre 2013 et 2017, de nombreuses entreprises (de toutes tailles) se plaignent d'un climat des affaires inhospitalier. Les faibles niveaux d'investissement étrangers et nationaux témoignent également de la dichotomie entre le classement *Doing Business* et la réalité vécue par les entrepreneurs. Ainsi, le secteur privé opère dans un climat d'affaires peu accueillant malgré l'important engagement du président du Niger, notamment à travers le dispositif institutionnel d'amélioration et de suivi du climat des affaires qui suit les réformes *Doing Business*. Ce Dispositif a pour mission d'orienter et coordonner le processus d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action sur le climat des affaires; d'assurer le suivi de la mise en œuvre des plans d'actions, d'impulser les structures et les acteurs concernés par l'amélioration des indicateurs du climat des affaires. D'autres facteurs expliquant les faiblesses du secteur privé sont un manque marqué de concurrence, les déficiences au niveau du savoir-faire et de la main d'œuvre qualifiée, le manque de

compétitivité industrielle, un faible taux de bancarisation ainsi que le coût, l'accès et la fiabilité de l'offre en électricité.

À cela s'ajoute le fait que la croissance économique excède à peine la croissance démographique de 3,9 % (la plus élevée au monde). La forte croissance de la population est la principale menace à la croissance économique à moyen terme du pays et un facteur à risque pour sa stabilité. Le chômage des jeunes, la prévalence du sous-emploi, les inégalités (liées à l'âge, au genre ou au lieu de vie) dans l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle sont autant de facteurs de frustration, voire d'insécurité au Niger. Ainsi, la moitié de la population a moins de 15 ans et 265 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Notre ambition commune est de donner un espoir et un avenir à la jeunesse nigérienne au travers de la relance économique, des investissements inclusifs et responsables et du secteur privé.

Ainsi, le pays est classé en avant-dernière position en ce qui concerne l'indice de développement humain (IDH) et l'indice d'inégalité de genre (IIG), avec des valeurs respectives de 0,353 et 0,695 en 2015. Le taux de pauvreté est estimé à 45 % en 2014 contre 48,2 % en 2011 et contre 59,5 % en 2008. Il est important de souligner la féminisation de la pauvreté avec un rapport, parmi la population la plus pauvre, de trois femmes pour un homme. En outre, la demande sociale en biens et services publics (éducation, santé, eau, justice, ...) reste encore très forte au Niger même si par ailleurs les indicateurs socioéconomiques ont connu un accroissement significatif sur la dernière décennie.

Malgré les récentes résolutions adoptées par le Niger en 2017 (stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre; le décret sur l'extension de la scolarisation des jeunes filles du 5 décembre 2017 portant sur la protection; le soutien et l'accompagnement des jeunes filles en cours de scolarité; la politique nationale genre) il existe des sujets récurrents cantonnant les femmes et filles nigériennes dans un état chronique de pauvreté, fragilisant les relations de genre et défavorables à celles-ci.

Le statut juridique de la femme nigérienne, en l'état actuel, ne correspond pas au principe d'égalité et d'équité énoncé dans la Constitution et que l'on retrouve dans les traités et conventions spécifiques aux femmes auxquels le Niger a souscrit.

Au niveau des droits humains, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) insiste pareillement sur les points cités ci-avant et rappelle l'important volet relatif à la liberté d'expression ou d'opinion, que les autorités administratives concernées doivent mettre en œuvre afin de concilier le principe du respect de l'ordre public avec le libre exercice de ces droits.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Au terme de la mise en œuvre du plan de développement économique et social (PDES 2012-2016), une stratégie de développement durable et de croissance inclusive (SDDCI) 2035 (adoptée par le décret n°2017-354/PRN/MP du 9 mai 2017) et un nouveau PDES pour la période 2017-2021 ont été adoptés au cours de l'année 2017. Le PDES 2017-2021 a été élaboré dans un contexte international, régional et national marqué par des préoccupations majeures comme la persistance des menaces terroristes, la migration clandestine, ainsi que des flux migratoires intensifs dont la migration à risque des femmes et des enfants. En particulier, le PDES II s'articule autour de cinq axes stratégiques, lesquels sont inter-reliés et reflètent les principales dimensions du développement humain durable. Il s'agit des axes et programmes respectifs suivants : (i) renaissance culturelle : mobilisation sociale pour un changement de

comportement et consolidation de la culture démocratique et républicaine; (ii) développement social et transition démographique : développement du capital humain et transition démographique; (iii) amélioration de la croissance économique : développement du secteur privé, sécurité alimentaire et développement agricole durable et amélioration de la gestion du développement; (iv) amélioration de la gouvernance, paix et sécurité : consolidation de l'efficacité et de la transparence des institutions et renforcement de la sécurité et de la consolidation de la paix; et (v) gestion durable de l'environnement : gestion durable des terres, des eaux et de la diversité biologique et amélioration du cadre de vie des populations et lutte contre le changement climatique.

La stratégie globale adoptée par le PDES 2017-2021 est également en ligne avec les principaux engagements internationaux souscrits par le Niger, que sont l'agenda de l'après-2015 des Nations unies à travers ses 17 objectifs de développement durable (ODD), l'accord de Paris (COP 21) sur le changement climatique; l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la vision 2020 de la CEDEAO, le cadre du G5-Sahel, le pacte de convergence et de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA et le document d'orientations économiques approuvé par le Fonds monétaire international (FMI).

Les 13 et 14 décembre 2017 s'est tenue à Paris, une conférence internationale et une table ronde portant sur le financement du plan de développement économique et social (PDES) 2017-2021. Au cours de ces événements, des annonces de fonds ont été faites à hauteur de 23 000 000 000 USD, dont 12 700 000 000 USD en appui à la mise en œuvre du PDES (pour un besoin de 7 000 000 000). En outre, une feuille de route a été élaborée et adoptée par le gouvernement en Conseil des ministres du 9 février 2018, qui vise à relever les trois principaux défis suivants : (i) l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de mise en œuvre et de coordination du PDES, (ii) la concrétisation des annonces faites à la table ronde et au forum des investisseurs et (iii) l'appropriation du PDES et de la SDDCI Niger 2035.

En matière d'égalité de genre (ODD 5), le pays veut mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine, assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation.

Sur le plan social et culturel, la transition démographique, la promotion de la scolarisation des jeunes filles, l'amélioration de l'offre des soins et services de santé et l'autonomisation de la femme devraient être à la base de l'amélioration des conditions de vie des nigériens avec, pour objectif, une réduction du taux de pauvreté de 45,1 % en 2014 à 37,9 % à l'horizon 2021.

En ce qui concerne l'autonomisation de la femme, un sous-programme vise l'amélioration des revenus des femmes rurales et au niveau de l'autonomisation à travers la culture, les interventions porteront sur la sensibilisation des femmes sur leur rôle dans la promotion des valeurs culturelles.

Les objectifs qui s'intègrent parfaitement dans les trois premières des quatre priorités stratégiques de la politique nationale sur le genre (2017) à l'horizon 2035 à savoir:

- l'amélioration de l'environnement socioculturel en lien avec la démographie, la paix et la sécurité pour plus d'équité entre les hommes et les femmes;
- le renforcement du cadre institutionnel et juridique favorable à l'application effective des droits des femmes et des petites filles, à la lutte contre les violences basées sur le genre et à la participation équitable des hommes et des femmes à la gestion du pouvoir;

- à l'autonomisation économique et croissance inclusive en lien avec la gestion durable de l'environnement, la gestion des risques de catastrophes, les migrations et les urgences humanitaires ;
- au renforcement des mécanismes institutionnels et cadres organisationnels de coordination, de suivi-évaluation et de partenariat.

Des indicateurs clés de mesure des changements pourraient être liés à l'efficacité de l'administration, à l'éducation et au maintien des jeunes filles dans le système éducatif, au mariage précoce, à l'état civil, au genre et à la croissance démographique.

La réponse apportée par le PDES 2017-2021 est d'une manière générale pertinente au regard des nombreux défis qui caractérisent le contexte nigérien tels que les menaces sécuritaires liées au terrorisme, aux trafics illégaux et aux conflits locaux; la faible performance du système de gouvernance, y compris une administration peu efficace; une justice encore éloignée du citoyen et la corruption qui sévit malgré les progrès consentis; une forte pression démographique qui entraîne une pression importante sur les services publics et sur le marché de l'emploi; un capital humain faible en termes d'éducation et de santé; une croissance économique insuffisante et non inclusive; l'insécurité alimentaire et nutritionnelle récurrente. La cohérence entre le cadre stratégique défini dans le PDES et les politiques sectorielles existantes est globalement assurée.

Pour le 11^e FED (2014-2020), l'aide communautaire finalement allouée pour le Niger a été de 596 000 000 EUR initiale. Une augmentation de 90 000 000 EUR a récemment été approuvée dans le cadre de la revue à mi-parcours. L'appui se structure autour de quatre secteurs de concentration (sécurité alimentaire, nutrition et résilience; consolidation des capacités de l'État pour la mise en œuvre de politiques sociales; consolidation de la paix, de la sécurité et de la gouvernance; accès routier dans les zones affectées par l'insécurité et les risques de conflits) et deux appuis hors secteurs de concentration, l'appui à la société civile et à l'ordonnateur national (ON), en vue d'appuyer la mise en œuvre du programme de coopération.

La formulation d'un nouveau programme d'appui à l'ON constitue une opportunité de consolider le partenariat dans le cadre de l'aide communautaire pour une coopération efficace. Il s'agit plus particulièrement de renforcer le fonctionnement des services de l'ON en vue d'une meilleure mise en œuvre des projets du 11^e FED et la préparation du prochain programme de coopération.

Ce renforcement peut être mis en phase avec la 4^e priorité stratégique de la politique nationale sur le genre (2017) à l'horizon 2035 (citée ci-dessus), à savoir le renforcement des mécanismes institutionnels et cadres organisationnels de coordination, de suivi-évaluation et de partenariat.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les acteurs des secteurs d'intervention de coopération/gestion de l'aide extérieure en cours et en préparation sont: les agents des administrations/autorités centrales et locales, les représentants de l'Assemblée nationale, la société civile, les organisations professionnelles, les opérateurs économiques et les acteurs du secteur privé d'une manière générale mais également les institutions financières nationales et régionales. L'ensemble de ces acteurs seront parties prenantes à la mise en œuvre de cette facilité de coopération technique.

À travers ce projet, c'est l'ensemble de la population nigérienne, en tant que bénéficiaire final, qui devrait tirer parti d'une mise en œuvre plus efficace de la coopération européenne.

Néanmoins, les principaux bénéficiaires de ce projet sont les services de l'ON et les services techniques des ministères sectoriels chargés de la coopération «FED» au Niger (cellule d'appui à l'ON) qui seront renforcés pour permettre à l'ON de mieux exercer ses fonctions et tâches spécifiées dans l'accord de Cotonou révisé et au gouvernement dans son ensemble à mettre en œuvre de façon efficace et efficiente les actions d'appui financées par le 11^e FED et les appuis dans le contexte du futur cadre de coopération UE-Niger.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Le programme d'appui à l'ordonnateur national du FED, régi à ce jour par le 11^e FED, s'est inscrit pleinement dans le schéma de coopération prévu par l'accord de Cotonou et a permis de faciliter la mise en œuvre de l'aide communautaire pour faire face aux défis auxquels le pays est confronté, notamment dans les domaines climatiques, alimentaires, sécuritaires, migratoires et sociaux.

Au terme des précédents projets d'appui à l'ON, il apparaît que la cellule d'appui à l'ON demeure une structure nécessaire d'appréciation, de médiation, d'harmonisation et d'aide à la décision, tant pour l'ON, et les ministères techniques que pour la Délégation de l'UE. À ce titre, et sur l'importance du rôle de l'ON, on ne peut pas faire l'économie d'un renforcement de capacités de l'ON et de la cellule également en matière d'approche basée sur le droit (ABD) et sur les questions du genre, d'autant plus que l'ON et la cellule, étant des organes émanant du ministère des finances, sont en principe soumis aux mêmes règles d'application et de redevabilité de la prise en considération des aspects des droits de l'Homme (DH)/genre et de l'ABD que tous les autres ministères. Par ailleurs, le projet s'évertuant à consolider l'ensemble des activités financées par le FED reste complémentaire à tous les autres projets et programmes.

Le projet contribuera aussi à suppléer le problème de la rotation des cadres dans l'administration nationale, qui rend toujours difficile toute capitalisation de l'expérience et des compétences acquises, nécessaires à la gestion quotidienne du FED présentant un risque non négligeable quant au rythme d'exécution du partenariat. Quelle que soit la solution qui sera envisagée en matière de ressources humaines, celle-ci devra garantir une politique et pratique sensible au genre.

Le programme envisagé permet d'agir sur ces différents aspects en accompagnant les ministères techniques concernés par l'intervention UE et les projets et programmes FED, en contribuant à renforcer les capacités techniques et opérationnelles. En outre, le projet mettra en place une facilité de coopération technique pour l'engagement d'experts sectoriels à court et moyen termes à travers des contrats de service, afin de contribuer aux étapes principales du cycle de projet en particulier dans le cadre du développement et de la promotion du secteur privé, du climat des affaires et des investissements au Niger.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Les risques identifiés concernent des questions essentiellement liées au contexte socio-politique et à la gouvernance. Le risque principal porte toujours sur la forte rotation des cadres des ministères techniques. La nomination des cadres de l'administration est une décision sur laquelle la délégation UE ne peut pas interférer. Un des risques majeurs par rapport à l'ABD/Genre, est que cette question soit considérée comme “allant de soi” et qu'il n'y ait pas de mesure ou d'action spécifique ou que les parties prenantes ne soient pas conscientes des enjeux stratégiques liés à cet aspect.

| Catégorie du risque | Niveau | Mesures d'atténuation |
|---|--------|---|
| Stabilité du positionnement de la cellule d'appui à l'ON directement sous l'autorité de l'ON | faible | Dispositif organisationnel plus efficient |
| Respect des engagements des différentes parties souscrits dans l'accord de Cotonou | moyen | Tenir régulièrement les réunions du dialogue politique |
| Maintien du recrutement des cadres nationaux de la cellule d'appui à l'ON selon le principe de compétence jusqu'ici appliqué. | moyen | Assurer la transparence dans le recrutement du personnel |
| Pas de mesure ou d'action spécifique concernant l'ABD/genre ou que les parties prenantes ne soient pas conscientes des enjeux stratégiques liés à cet aspect | moyen | Prévoir des analyses genre sur chaque programme, des renforcements de capacité, de la sensibilisation concise, veiller au recrutement d'expertise en matière ABD/genre. |
| Hypothèses : - volonté de l'État de coopérer notamment dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la démocratie; - qualité du dialogue politique. | | |

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

La convention de financement NE/FED/024-089 « appui à l'ordonnateur national » signée le 4 avril 2013 sous le 10^e FED a permis des avancées significatives dans le cadre de la gestion des fonds FED. À la fin 2013, l'enveloppe A allouée pour le Niger avait été totalement engagée. Les résultats obtenus témoignent d'une appropriation du processus de décision de financement par les services de l'ordonnateur national et les ministères techniques bénéficiaires concernés. En outre, les outils de gestion sont en train d'être affinés pour répondre au mieux aux besoins des différents acteurs.

Des enseignements importants et pertinents pour l'identification de ce programme ont été dégagés lors de la mise en œuvre de la phase précédente de l'appui à l'ON:

- les capacités de l'ON en matière de programmation, conception, mise en œuvre, gestion des procédures, suivi-évaluation se sont améliorées, mais des progrès restent à faire pour ce qui concerne les ministères techniques;
- la contribution de l'ON au dialogue politique, ainsi que la prise en compte par toutes les parties prenantes des actions transversales (notamment une meilleure sensibilisation des acteurs-clés aux questions générales de développement et de commerce) sont indispensables à l'efficacité de l'aide. Elles doivent être poursuivies tant que la coopération UE-Niger est mise en œuvre, de façon à accroître son impact sur le développement économique et la réduction de la pauvreté. Elles passent entre autres par le financement d'études, séminaires et formations;

- en ce qui concerne la durabilité future du projet, la stratégie de sortie réside dans la prise en charge progressive de l'état du fonctionnement de la cellule d'appui à l'ON.

Dans cette période de lancement et de consolidation des réformes déjà engagées, il est important d'appuyer le gouvernement dans l'identification et la préparation de programmes et projets de qualité. Cette ambition demande un travail plus approfondi et plus qualitatif de conception et de formulation des projets. C'est dans cette perspective et pour soutenir les efforts du Niger à travers son ambitieux programme de développement économique et social (PDES 2017-2021), et en particulier son axe 3 «amélioration de la croissance économique», que s'inscrit le processus «*Jobs and Growth Compact*» promu par l'UE. Ce document est appelé à devenir un document de référence portant les priorités de l'UE en faveur du secteur privé et de la création d'emploi dans les secteurs les plus porteurs de l'économie nigérienne.

Dans ce contexte, l'instrument «facilité de coopération technique» joue un rôle clé pour renforcer les capacités nationales dans la définition du prochain programme de coopérations pluriannuelles et l'identification/formulation des actions de coopération qui le mettront en œuvre, permettant une meilleure appropriation par les ministères techniques et leur intégration effective dans les programmes et budget de l'État. Cette facilité appuiera les exercices de mise en œuvre et de coordination des actions de coopération, tout en répondant d'une manière flexible à des besoins ponctuels.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le projet vise à renforcer les capacités de mise en œuvre des activités financées à travers le FED, il est complémentaire à tous les autres projets et programmes issus de cette source de financement.

La mise en œuvre des ressources du PIN est étroitement liée au bon fonctionnement du système de gestion du FED. En ce sens, les performances de l'ON constituent un facteur influant sur tous les domaines d'intervention de l'aide communautaire. La seconde phase du PDES va permettre de renforcer les conditions de coordination et de dialogue entre le gouvernement et ses partenaires de coopération. Le renforcement des capacités prévu dans le projet permettra une participation accrue des services de l'ON dans le cadre de la mise en œuvre du PDES.

Pour que cette transversalité soit effective, les mécanismes de coopération entre partenaires techniques et financiers et les pouvoirs publics, la coordination, l'échange d'information et les actions conjointes doivent être renforcés. En effet, toutes les interventions de l'UE interagissent avec celles des autres parties prenantes locales et internationales intervenant dans différents secteurs prioritaires.

3.3 Questions transversales

Toutes les activités proposées par le projet seront mises en œuvre dans le respect du cadre de vie des populations. Les questions relatives à la promotion des droits de l'Homme, dont particulièrement les droits des enfants et des femmes, à l'égalité des sexes et à la durabilité environnementale, seront prises en compte. Toutes sont parties intégrantes de la philosophie du programme.

Des actions de formation spécifique, ainsi que des missions ponctuelles sur l'intégration des questions transversales, notamment les aspects relatifs au genre et à l'environnement en

direction des services de l'ON et des ministères techniques concernés, pourraient être organisées sur les fonds d'étude-assistance ou formation.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

L'objectif global du projet est d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de l'aide au développement de l'Union européenne de façon à accroître son impact sur le développement économique (y compris les investissements du secteur privé) et la réduction de la pauvreté au Niger.

Les objectifs spécifiques visés sont :

- les capacités de gestion administrative, financière et technique de l'ON, du ministre des finances, de sa cellule d'appui et des ministères techniques sont renforcées en vue d'une mise en œuvre efficace de l'aide communautaire;
- la qualité de la programmation et des actions de coopération (identification/formulation/mise en œuvre) est améliorée;
- l'émergence du secteur privé est soutenu en vue de stimuler les investissements privés et la croissance économique du pays.

Ce programme s'inscrit dans le programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les objectifs des ODD 1 et 17, mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention des autres objectifs, notamment l'ODD 5 (égalité de genre) dans la démarche globale.

Huit résultats sont assignés au programme, à savoir :

COMPOSANTE 1, appui aux services de l'ON:

Résultat/produit 1.1 : sur la base d'une évaluation de performance du dispositif intégral de coopération UE-Niger, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la mise en œuvre du programme indicatif national 11^e FED seront facilités et appuyés par l'ON et ses services, y compris le suivi rigoureux et périodique des conditionnalités et des engagements de l'État liés à la mise en œuvre des actions de coopération et la transition vers le post-Cotonou;

Résultat/produit 1.2 : les services des ministères techniques sont renforcés pour la mise en œuvre des appuis de l'UE;

Résultat/produit 1.3 : la visibilité/communication sur les actions de développement de la coopération de l'UE est améliorée;

Résultat/produit 1.4: l'approche basée sur le droit/genre est prise en compte dans la programmation, ainsi que dans l'identification/formulation, le suivi et l'évaluation des actions de coopération.

COMPOSANTE 2, facilité de coopération technique:

Résultat/produit 2.1: la programmation post-Cotonou qui fera suite au 11^e FED et l'identification des actions de coopération qui la déclineront est initiée en intégrant pleinement les questions transversales (e.p. genre, gouvernance, environnement, société civile, secteur privé);

Résultat/produit 2.2: des évaluations sectorielles et études techniques, ainsi que des formations et des événements visant à renforcer la mise en œuvre du PIN, à mitiger des

risques systémiques/sectorielles, et à capitaliser des expériences pour informer la nouvelle programmation;

Résultat/produit 2.3: des actions spécifiques visant la promotion du secteur privé et des investissements sont organisés;

Résultat/produit 2.4: des analyses selon le genre sont réalisées.

Les résultats de l'évaluation du projet d'appui à l'ON en cours pourront être, dans la mesure du possible, pris en compte pour ajuster les résultats attendus et les activités principales de ce projet ainsi que les allocations financières y relatives.

4.2 Principales activités

COMPOSANTE 1: appui aux services de l'ON

Pour résultat/produit 1.1

- Réaliser toutes les actions nécessaires, notamment une évaluation de performance, pour permettre et faciliter la mise en œuvre des actions financées par le FED; assister l'ON dans ses obligations.

Pour résultat/produit 1.2

- Sur la base de l'évaluation, renforcer les capacités des ministères techniques pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la mise en œuvre des actions financées par le FED (formations).

Pour résultat/produit 1.3

- Suivre la préparation et la mise en œuvre des plans de communication des actions financées par le 11^e FED - appuyer chaque fois que nécessaire.

Pour résultat/produit 1.4

- Réalisation effective des activités prévues ayant pour but l'intégration de l'approche basée sur le droit/genre.

COMPOSANTE 2: facilité de coopération technique

Pour résultat/produit 2.1

- Préparer les nouvelles dispositions pour la mise en œuvre de l'aide de l'UE dans le cadre de post-Cotonou et contribuer à la formulation de la prochaine programmation pluriannuelle à travers des études et missions d'assistance technique, avec un focus particulier pour des activités promouvant le secteur privé et les investissements.

Pour résultat/produit 2.2

- Réaliser des évaluations sectorielles de la coopération FED et des études techniques, d'identification et de formulation en mobilisant de l'expertise et des missions ponctuelles.

Pour résultat/produit 2.3

- Organiser des actions spécifiques visant la promotion du secteur privé et des investissements (événements, missions, rencontres).

Pour résultat/produit 2.4

- Appliquer dans les projets/programmes les recommandations issues des analyses selon le genre.

4.3 Logique d'intervention

En renforçant les capacités des services de l'ordonnateur national, l'objectif final est la prise en charge progressive de l'état des services prestés par la cellule d'appui à l'ON. Néanmoins, ceci dépend fortement des fortes contraintes budgétaires mais aussi d'une réelle mise en place des principes sous-jacents de la déclaration de Paris.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 36 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/ 322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S/O

5.4 Modalités de mise en œuvre

Tant en gestion indirecte qu'en gestion directe, la Commission et le ou les partenaires en gestion indirecte veilleront au respect des règles et procédures appropriées de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, y compris les procédures de recours, le cas échéant, et à la conformité de l'action aux mesures restrictives² affectant les pays de mise en œuvre concernés.

² Les mesures restrictives de l'UE prévoient l'interruption ou la réduction, en tout ou en partie, des relations économiques et financières avec un ou plusieurs pays tiers, entités non étatiques, personnes physiques ou morales et groupes. Elles sont publiées sur internet à l'adresse suivante http://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf

5.4.1 Subvention: octroi direct «appui au fonctionnement et aux activités de la cellule d'appui à l'ordonnateur national» (gestion directe)

(a) Objectifs de la subvention, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés

L'objectif spécifique est de renforcer les capacités de gestion administrative, financière et technique de la cellule d'appui à l'ON et des ministères techniques, en vue de contribuer à une mise en œuvre efficace de l'aide communautaire.

À l'occasion de la préparation d'une subvention de fonctionnement (potentiellement renouvelable), la composition des effectifs de la cellule d'appui à l'ON sera revue pour tenir compte du profil du portefeuille de programmes et projets dans le cadre du 11^e FED.

Résultats escomptés : la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la mise en œuvre du programme indicatif national 11^e FED sont facilités et appuyés par les différentes composantes du dispositif de l'ON, y compris le suivi rigoureux et périodique des conditionnalités et des engagements de l'État liés à la mise en œuvre des projets et programmes qui est accentué, la transition vers le post-Cotonou est préparée; les services des ministères techniques sont renforcées pour la mise en œuvre des appuis de l'UE; la visibilité/communication sur les actions de développement de la coopération de l'UE est améliorée.

(b) Justification d'une subvention

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à la cellule d'appui à l'ON en raison de son pouvoir administratif (article 195, paragraphe 1, points f), du Règlement (UE, Euratom) 2018/1046.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à une procédure d'octroi sans appel à propositions se justifie par le fait qu'il s'agit d'une subvention pour le fonctionnement, y compris certaines activités, de la cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel, la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(c) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour cette subvention est de 80 %

Lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(d) Trimestre indicatif pour la conclusion de la convention de subvention
2019Q1

5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif de mettre en œuvre la composante 2 «facilité de coopération technique» peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Niger conformément aux modalités suivantes :

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Le pays partenaire applique les règles de passation de marchés et d'octroi de subventions de la Commission. Ces règles seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

a) Vue d'ensemble de la mise en œuvre

| Activité/objectif/résultat, y compris localisation | Type de financement (marché de travaux, fournitures ou services, subvention, devis-programme) |
|--|---|
| Résultats 2.1 à 2.4 (Niger) | Marchés de services (contrats cadre) |
| | |

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetés, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

| | Contribution de l'UE (montant en EUR) |
|---|--|
| 5.4.1 Subvention(s) de fonctionnement: octroi direct cellule d'appui à l'ordonnateur national (gestion directe) | 700 000 |
| 5.4.2 Passation de marchés (gestion indirecte) Résultats 2.1 à 2.4 | 1 900 000 |
| 5.9 – 5.10 Évaluation et Audit | 200 000 |
| 5.11 Communication et visibilité | 100 000 |
| Imprévus | 100 000 |
| Totaux | 3 000 000 |

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le ministre des finances, ordonnateur national du FED, est le maître d'ouvrage du programme.

Le Secrétaire général du ministère des finances est l'ordonnateur national délégué du FED. La cellule d'appui à l'ON est rattachée au secrétariat général du ministère des finances, de ce fait celle-ci est intégrée au ministère.

Le maître d'œuvre est la cellule d'appui à l'ON. Elle joue le rôle de secrétariat exécutif de l'ON, à cet effet, elle assume des fonctions en matière de gestion administrative, comptable et financière et joue un rôle actif sur les aspects techniques.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours et/ou une évaluation finale de la présente action ou ses composantes, par l'intermédiaire de consultants indépendants, commandées par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à l'après Cotonou.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait des changements qui seront apportés dans le cadre du «post-Cotonou».

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, seront conclus 2 marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2020.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu 1 marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre au cours du 1^{er} semestre 2020.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées

seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

6 CONDITIONS PREALABLES

NA

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

| | Chaîne des résultats | Indicateurs | Valeurs de référence (y compris année de référence) | Cibles (y compris année de référence) | Sources et moyens de vérification | Hypothèses |
|-------------------------|---|---|--|--|---|------------------------------------|
| Objectif global: impact | L' <i>objectif global</i> du projet est d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la mise en œuvre de l'aide au développement de l'Union européenne de façon à accroître son impact sur le développement économique (y compris les investissements du secteur privé) et la réduction de la pauvreté au Niger. | IOG1 : taux de croissance annuel moyen du PIB réel IOG2 : rythme de décaissement et engagements par an | 5 % (2016) Montant des prévisions d'engagements et de paiements sur le FED prévus | 5,9 % en 2021 100 % | Rapports de mise en œuvre du PDES 2017-2021 External Action Management Report (EAMR) Rapport d'activités cellule d'appui à l'ON | Stabilité socio-économique du pays |

| | Chaîne des résultats | Indicateurs | Valeurs de référence (y compris année de référence) | Cibles (y compris année de référence) | Sources et moyens de vérification | Hypothèses |
|--|--|--|--|--|---|--|
| Objectif(s) spécifique(s): Effet(s) direct(s) | <p>Les objectifs spécifiques visés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les capacités de gestion administrative, financière et technique de l'ON, du ministre des finances, de sa cellule d'appui et des ministères techniques sont renforcées en vue d'une mise en œuvre efficace de l'aide communautaire. La qualité de la programmation et des actions de coopération (identification/formulation /mise en œuvre) est améliorée L'émergence du secteur privé est soutenue en vue de stimuler les investissements et la croissance économique du pays. | <ul style="list-style-type: none"> - Montants inéligibles trouvés en % du montant total couvert par les audits - Le nombre de projets approuvés lors de leur passage au Quality report group - % de projets ayant obtenu un feu rouge pour les progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités. - % de projets ayant obtenu un feu rouge pour la réalisation des objectifs - Classement Doing Business (score de distance de la frontière (DTF) pour l'efficacité de la réglementation | <p>8,11 % (2017)</p> <p>100 % (2018)</p> <p>2 % (2017)</p> <p>2 % (2017)</p> <p>49,57 (2017)</p> | <p>>2 %</p> <p><10 %</p> <p><10 %</p> <p>72,25 (2021)</p> | <p>KPI25 de l'EAMR</p> <p>KPI5 de l'EAMR</p> <p>KPI6 de l'EAMR</p> <p>Rapport annuel Doing Business</p> | <p>Respect des engagements des différentes parties souscrits dans l'accord de Cotonou</p> <p>Qualité du dialogue politique</p> |
| Produits | <p><u>COMPOSANTE 1</u></p> <p>Résultat/produit 1.1 : la mise en œuvre et le suivi-évaluation de la mise en œuvre du programme indicatif national 11^e FED sont</p> | <p>IRP 1.1.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenue régulière des comités de pilotage des projets avec implication des ministères | | 100 %. | Rapports des COPIL | |

| | Chaîne des résultats | Indicateurs | Valeurs de référence (y compris année de référence) | Cibles (y compris année de référence) | Sources et moyens de vérification | Hypothèses |
|--|--|---|---|---|---|------------|
| | <p>facilités et appuyés par l'ON et ses services, y compris le suivi rigoureux et périodique des conditionnalités et des engagements de l'État liés à la mise en œuvre des actions de coopération et la transition vers le post-Cotonou.</p> <p>Résultat/produit 1.2 : les services des ministères techniques sont renforcés pour la mise en œuvre des appuis de l'UE;</p> <p>Résultat/produit 1.3 : la visibilité/communication sur les actions de développement de la coopération de l'UE est améliorée.</p> <p>Résultat/produit 1.4: l'Approche basée sur le droit/genre est prise en compte dans la programmation, ainsi que dans l'identification/formulation, suivi et évaluation des actions de coopération.</p> <p>COMPOSANTE 2</p> <p>Résultat/produit 2.1: la programmation post-Cotonou qui fera suite au 11^e FED et l'identification des actions de coopération qui la déclineront est initiée en intégrant pleinement les questions</p> | <p>sectoriels et autres parties prenantes à la mise en œuvre des projets tels que prévus dans les CF</p> <p>IRP 1.2: -formations réalisées en faveur de responsables nationaux impliqués dans la mise en œuvre d'actions financées par le FED</p> <p>IRP1.3: - le programme d'appui à l'ON dispose d'un plan d'action communication et visibilité</p> <p>IRP 1.4: - appréciation faire par les experts sectoriels DEVCO sur l'ABD/genre lors des Quality Review Group (QRG)</p> <p>IRP 2.1: - nouveau document de programmation prêt avant 2021 - études spécifiques</p> | <p>1 (2018)</p> <p>NA</p> <p>NA</p> <p>NA</p> <p>NA</p> | <p>Au moins 1 par an</p> <p>2^e semestre 2019</p> <p>ABG/G prise en compte dans 100 % des projets</p> <p><2021</p> <p><2021</p> | <p>Rapport annuel de la cellule d'appui à l'ON</p> <p>Plan d'action disponible</p> <p>Checklists QRG</p> <p>Équivalent PIN futur</p> <p>Rapports d'études et drafts de DA</p> | |

| | Chaîne des résultats | Indicateurs | Valeurs de référence (y compris année de référence) | Cibles (y compris année de référence) | Sources et moyens de vérification | Hypothèses |
|--|--|--|--|--|-----------------------------------|------------|
| | transversales (e.p. genre, gouvernance, environnement, société civile, secteur privé). | d'identification/formulation lancées et pour certaines finalisées en fonction des futurs domaines prioritaires d'intervention; | NA | 100 % | Rapports d'études et drafts de DA | |
| | Résultat/produit 2.2: des études techniques, ainsi que des formations et des événements visant à renforcer la mise en œuvre du PIN et des actions qui le composent sont réalisées, ainsi que du nouveau plan européen d'investissement extérieur. | - pourcentage d'études prenant en compte le genre et l'environnement IRP 2.2: - études spécifiques menées sur le secteur privé et les investissements dans le cadre de l'EIP | NA | TBD | Rapports d'études | |
| | Résultat/produit 2.3: des actions visant la promotion du secteur privé et des investissements sont organisés. | IRP 2.3: - organisation et/ou participation dans des business forum et réunions; | NA | TBD | Programmes et compte-rendus | |
| | Résultat/produit 2.4: des analyses selon le genre sont réalisées | - nombre de rencontres/réunions avec le secteur privé et/ou les institutions financières IRP 2.4: Rapports d'analyse selon le genre | NA | TBD | Idem Rapports d'analyse | |